

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, troisième session

1994, chapitre 9

**LOI SUR L'ADMINISTRATION PROVISOIRE DU COMITÉ
PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE PLAT
ET DE LA CORPORATION DE FORMATION DES VITRIERS
ET TRAVAILLEURS DU VERRE DU QUÉBEC**

Projet de loi 35

présenté par M. Serge Marcil, ministre de l'Emploi

Présenté le 13 juin 1994

Principe adopté le 13 juin 1994

Adopté le 13 juin 1994

Sanctionné le 13 juin 1994

Entrée en vigueur: le 13 juin 1994

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 9

Loi sur l'administration provisoire du Comité paritaire de l'industrie du verre plat et de la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec

[Sanctionnée le 13 juin 1994]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

ADMINISTRATION PROVISOIRE DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE PLAT

« Comité
paritaire »

1. Dans la présente loi, l'expression « Comité paritaire » comprend le Comité paritaire de l'industrie du verre plat constitué en vertu du Décret sur l'industrie du verre plat (R.R.Q., 1981, D-2, r. 52) conformément à la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2), ainsi que tout sous-comité de ce comité, son Bureau d'examineurs et toute entité créée par ce comité.

Suspension
sans indem-
nité

2. Les pouvoirs et fonctions des membres, officiers, substituts et mandataires du Comité paritaire, y compris ceux de son secrétaire, sont suspendus, sans indemnité ni avis, pour une période d'un an.

Durée

La durée de cette suspension peut être prolongée par le ministre de l'Emploi, pourvu que chaque prolongation n'excède pas six mois.

Prolongation

Le ministre donne avis d'une telle prolongation à la *Gazette officielle du Québec*.

Administra-
teur provi-
soire

3. Pendant la durée de cette suspension, les pouvoirs et fonctions du Comité paritaire et ceux des personnes visées au premier alinéa de l'article 2 sont exercés, pour et au nom du Comité paritaire, par trois personnes que la Commission des normes du travail ou son président désigne parmi le personnel de la Commission. Ces personnes constituent l'administrateur provisoire au sens de la présente loi.

Durée des fonctions	Elles demeurent en fonction jusqu'à la fin de l'administration provisoire ou jusqu'à ce que la Commission les remplace.
Personnel	La Commission peut adjoindre à l'administrateur provisoire le personnel qu'elle juge nécessaire.
Régie interne	4. Les personnes désignées en vertu du premier alinéa de l'article 3 peuvent adopter des règles de régie interne applicables à l'administration provisoire.
Décisions	Jusqu'à la prise d'effet de ces règles, les décisions de l'administrateur provisoire sont prises à la majorité de ces personnes.
Fin des fonctions	5. L'administrateur provisoire peut modifier ou mettre fin aux fonctions de direction exercées par toute personne pour le Comité paritaire.
Pouvoir	6. L'administrateur provisoire peut ester en justice pour et au nom du Comité paritaire.
Annulation d'une décision	7. Sous réserve des droits des tiers de bonne foi, l'administrateur provisoire peut annuler une décision ou un acte du Comité paritaire, de l'un de ses membres, officiers, substituts ou mandataires ou de son secrétaire, antérieur au 13 juin 1994.
Restitution d'un bien	Sous la même réserve, l'administrateur provisoire peut réclamer de toute personne la restitution d'un bien visé par cette annulation ou l'équivalent de la valeur de ce bien.
Responsabilité des montants	8. Toute personne ayant pris une décision, y ayant participé ou l'ayant approuvée, ou ayant prescrit ou autorisé l'accomplissement d'un acte est personnellement responsable de tout montant réclamé par l'administrateur provisoire lorsque cette décision ou cet acte est annulé en vertu de l'article 7. En cas de pluralité de débiteurs, la responsabilité est solidaire.
Responsabilité solidaire	Cette responsabilité solidaire s'étend aussi à toute personne qui, de façon indue, a retiré directement ou indirectement quelque avantage par l'effet d'une décision ou d'un acte ainsi annulé.
Résiliation unilatérale	9. L'administrateur provisoire peut résilier unilatéralement tout contrat ou entente, conclu au nom du Comité paritaire avant le 13 juin 1994.
Frais	Il est tenu de payer au contractant de bonne foi les frais et dépenses encourus par ce dernier jusqu'à la date de la résiliation. Le

contractant doit, le cas échéant, restituer dans son entier toute avance monétaire reçue.

Rapport au ministre

10. L'administrateur provisoire doit, tous les trois mois, soumettre au ministre de l'Emploi un rapport de ses constatations, accompagné de ses recommandations. Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

Renseignements

L'administrateur provisoire doit également fournir tout autre renseignement que le ministre requiert.

Rapport au gouvernement

11. Le ministre de l'Emploi, lorsqu'il estime que la situation le justifie, soumet au gouvernement un rapport sur l'administration provisoire.

Mesures possibles

12. Le gouvernement peut, après avoir reçu un rapport prévu à l'article 11, prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes:

1° mettre fin à l'administration provisoire à la date et aux conditions qu'il fixe;

2° déclarer déchus de leurs fonctions les membres et officiers, y compris le secrétaire, du Comité paritaire et pourvoir à la nomination ou à l'élection de leurs remplaçants;

3° ordonner à l'administrateur provisoire de continuer son administration ou de l'abandonner pour ne la reprendre que si le Comité paritaire ne se conforme pas aux conditions qu'il fixe;

4° désigner une personne chargée de contresigner tout engagement ou déboursé du Comité paritaire et d'exercer un contrôle budgétaire, aux conditions qu'il fixe;

5° ordonner, aux conditions qu'il fixe, la liquidation du Comité paritaire et nommer un liquidateur.

Frais

13. Les frais, honoraires et déboursés de l'administration provisoire sont à la charge du Comité paritaire.

Immunité

14. L'administrateur provisoire ou l'une des personnes qui agit dans l'exercice des pouvoirs et fonctions qui lui sont confiés en vertu de la présente loi ne peut être poursuivi en justice pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

Recours interdits

15. Aucun recours en vertu de l'article 329 du Code civil du Québec et aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 828

à 845 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) ne peuvent être exercés, ni aucune injonction accordée, contre l'administrateur provisoire ou contre l'une des personnes qui agit dans l'exercice des pouvoirs et fonctions qui lui sont confiés en vertu de la présente loi.

Annulation
d'un juge-
ment

Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement tout jugement, bref, ordonnance ou injonction délivré ou accordé à l'encontre du présent article.

SECTION II

ADMINISTRATION PROVISOIRE DE LA CORPORATION DE FORMATION DES VITRIERS ET TRAVAILLEURS DU VERRE DU QUÉBEC

« Corpora-
tion »

16. Dans la présente loi, l'expression « Corporation » signifie la Corporation de formation des vitriers et travailleurs du verre du Québec constituée par lettres patentes émises le 18 avril 1991 en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38).

Suspension
des pouvoirs

17. Les pouvoirs et fonctions des membres du conseil d'administration, officiers, membres et agents de la Corporation sont suspendus, sans indemnité ni avis, pour une période d'un an.

Prolongation

La durée de cette suspension peut être prolongée par le ministre de l'Emploi, pourvu que chaque prolongation n'excède pas six mois.

Avis

Le ministre donne avis d'une telle prolongation à la *Gazette officielle du Québec*.

Exercice
des pouvoirs

18. Pendant la durée de cette suspension, les pouvoirs et fonctions de la Corporation et ceux des personnes visées au premier alinéa de l'article 17 sont exercés, pour et au nom de la Corporation, par les trois personnes désignées en vertu du premier alinéa de l'article 3.

Dispositions
applicables

19. Les articles 3 à 15 s'appliquent, en les adaptant, à l'administration provisoire de la Corporation.

SECTION III

SANCTIONS

§ 1.—Dispositions pénales

Obstacle à
l'administra-
tion

20. Commet une infraction quiconque fait obstacle ou nuit de quelque manière à l'administrateur provisoire, à l'une des personnes qui le constituent, à un membre du personnel adjoint à l'administrateur provisoire, à la Commission ou à son président, qui

agit dans l'exercice des pouvoirs et fonctions qui lui sont confiés en vertu de la présente loi.

Aide à
l'infraction

21. Commet une infraction quiconque aide ou, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, amène une autre personne à commettre une infraction prévue à l'article 20.

Amende

22. Quiconque commet une infraction prévue par la présente loi est passible d'une amende de 500 \$ à 5 000 \$ s'il s'agit d'une personne physique ou de 5 000 \$ à 10 000 \$ s'il s'agit d'une personne morale.

Récidive

En cas de récidive, les montants prévus au premier alinéa sont portés au double.

Poursuite
pénale

23. Seul le Procureur général peut intenter une poursuite pénale pour une infraction prévue par la présente loi.

§ 2. — *Mesure administrative*

Inhabilité

24. Toute personne déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi ne peut occuper une fonction dans tout comité paritaire constitué en application de la Loi sur les décrets de convention collective, ni être élue, nommée ou occuper des fonctions comme membre, officier, substitut, mandataire ou secrétaire d'un tel comité paritaire ou comme administrateur ou officier de la Corporation.

Durée

Cette inhabilité vaut pour une période de cinq ans, à moins que la personne n'ait obtenu un pardon.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Partie aux
procédures

25. L'administrateur provisoire, pour et au nom du Comité paritaire ou de la Corporation, devient, sans reprise d'instance, partie à toute procédure à laquelle est partie le Comité paritaire ou la Corporation, selon le cas.

Prédomi-
nance de la
loi

26. Les dispositions de la présente loi et celles des règles de régie interne prévues à l'article 4 prévalent sur les statuts et règlements du Comité paritaire et de la Corporation.

Enquête con-
tinuée

27. La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher la continuation d'une enquête tenue en vertu de l'article 26 de la Loi sur les décrets

de convention collective, concernant des actes antérieurs au 13 juin 1994.

Ministre res-
ponsable

28. Le ministre de l'Emploi est responsable de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur

29. La présente loi entre en vigueur le 13 juin 1994.